

27 novembre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la Conférence de Paris sur le climat, à Malte le 27 novembre 2015.

Monsieur le Secrétaire général des Nations unies,
Monsieur le Secrétaire général du Commonwealth,
Votre Altesse Royale,
Monsieur le Premier ministre de Malte, cher Joseph,
Mesdames, Messieurs les chefs de gouvernement,
Mesdames, Messieurs les ministres,

Je m'adresse à vous et je conçois que c'est exceptionnel, puisque je ne suis pas membre de votre organisation et ai très peu de chance de le devenir, mais je m'adresse à vous parce que nous sommes à quelques jours de la conférence sur le climat et je souhaitais pouvoir m'adresser à l'ensemble des pays que vous représentez, 53 Etats pour vous dire une fois encore non pas quel est l'enjeu, vous le connaissez, mais quelle est l'attente de nos peuples respectifs pour qu'un accord puisse être trouvé. Mais en même temps, nous sommes deux semaines après l'attentat qui a eu lieu en France à Paris, 130 morts et de nombreux blessés et je voulais vous exprimer toute ma gratitude après les messages de solidarité que vos pays m'ont adressés et les signes nombreux d'amitié qui ont été à ces occasions marqués.

Le Commonwealth est à l'image de ce qu'est le monde, c'est aussi une organisation qui rassemble des pays très divers par leur culture, leurs origines, même leur histoire, mais vous êtes unis par des valeurs, au-delà même de la langue et vous voulez construire un avenir commun. Tels sont d'ailleurs les principes qui fondent la charte du Commonwealth.

Nous sommes donc porteurs, au-delà de nos organisations, de l'avenir de l'humanité. Or, l'homme est toujours son propre ennemi, nous le voyons avec le terrorisme et c'est également vrai par rapport à la dégradation du climat et au réchauffement qui altèrent gravement les conditions de vie pour les générations futures.

La France après l'échec de Copenhague a voulu prendre la responsabilité d'accueillir la COP21 et pour préparer cet événement, je me suis rendu partout dans le monde et j'ai vu ce qu'il y avait de plus beau mais aussi de plus fragile et de plus vulnérable. Aux Philippines, j'ai pu constater les désastres provoqués par les typhons et dans les territoires insulaires du Pacifique et je recevais hier l'ensemble des pays de l'Océanie et c'est également vrai pour les Caraïbes, je vois des îles aujourd'hui menacées par la montée des eaux.

Me rendant dans le Sahel, j'ai vu progresser de manière accélérée la sécheresse et je suis également allé dans le Nord, dans le Grand Nord en Islande, là où des glaciers que l'on croyait éternels fondent goutte à goutte et contribuent à la montée des océans.

Ces images confirment tout ce que nous savons déjà, ce que les scientifiques, notamment ceux du GIEC, ont pu à plusieurs reprises écrire dans leur rapport : le réchauffement climatique n'est pas un phénomène naturel mais le produit de la combustion des énergies fossiles et le résultat des comportements humains et ce n'est pas la planète qui se dérègle, c'est l'homme qui la détruit.

Nous sommes donc tous concernés, aussi bien les pays côtiers que les espaces de montagne, le nord, le sud, les pays en développement, les pays les plus riches.

Au sein du Commonwealth, se trouvent représentées toutes les possibilités et tous les groupes de

Au sein du Commonwealth, se trouvent représentés toutes les sensibilités et tous les groupes de pays impliqués dans la négociation de l'accord qui pourra être trouvé, je l'espère, à Paris. On trouve le Groupe de l'Ombrelle, l'Alliance des petits États insulaires, les pays les moins avancés, le groupe Afrique, les LMDC, les « Basics », bref le Commonwealth, d'une certaine façon, prépare la conférence de Paris.

Et je me félicite que vous ayez pu adopter une déclaration sur le climat avec là aussi des engagements qui doivent être ceux que Paris devra absolument inscrire dans l'accord.

Vous avez également pris deux initiatives pour aider les petits États insulaires et les pays les moins avancés à accéder au financement et là encore, vous montrez le chemin.

Je veux donc tout simplement vous dire ce que peut être l'accord de Paris : il doit marquer la reconnaissance politique du sujet de l'adaptation et de la résilience, notamment pour les pays les plus vulnérables et il doit inscrire de nouvelles initiatives comme les systèmes d'alerte face aux catastrophes climatiques, mettre les nouvelles technologies à la portée justement de chaque État pouvant organiser la prévention des risques mais il doit aller bien au-delà de ces mesures d'urgence. Il doit y avoir d'abord un texte qui doit nous assurer qu'à la fin du siècle, nous ne serons pas au-delà d'un réchauffement de plus de 2 degrés.

Nous avons reçu 170 INDC, c'est-à-dire presque tous les États du monde ont répondu et ont donc adressé au Secrétaire général des Nations unies leur contribution. Si nous ajoutons toutes ces contributions les unes les autres, tous ces engagements et que nous les agrégions, nous constatons que la trajectoire aujourd'hui pour la fin du siècle est supérieure à 2 degrés.

Donc nous aurons au cours de la conférence à nous assurer qu'il y aura un processus de révision périodique permettant justement étape par étape, tout au long du siècle de réduire le réchauffement en dessous de 2 degrés. Telle est la première condition pour qu'il y ait un accord à Paris.

La seconde condition, c'est que nous puissions dégager des financements. Le chiffre de 100 milliards avait déjà été évoqué à Copenhague, mais aujourd'hui il s'agit pas simplement de d'énoncer un volume financier, il faut être sûr que les ressources privées comme publiques pourront être dégagées à partir de 2020.

Et je suis convaincu qu'il n'y aura pas d'accord, s'il n'y a pas cette certitude de financement à ce niveau et aisément accessible pouvant permettre une traduction rapide dans les États les plus menacés par le réchauffement climatique. Chaque pays et notamment ceux qui sont parmi les plus riches doit donner sa participation à ce fonds et la France a annoncé qu'elle porterait de 3 à 5 milliards par an d'ici 2020 sa propre contribution pour le financement du climat mais au-delà des participations étatiques, nous devons mobiliser aussi les financements privés, des grandes institutions financières, des banques de développement mais également tout ce que peut apporter l'économie par un certain nombre d'innovations financières.

J'appelle donc tous les pays donateurs du Commonwealth à préciser leurs intentions dans cette perspective. Certains, beaucoup même, l'ont déjà fait et je veux les en remercier.

C'est la deuxième condition pour qu'il y ait un accord des financements à un niveau élevé.

La troisième condition, c'est que nous puissions montrer que, au-delà même des États et des gouvernements, il y a une mobilisation de l'ensemble des acteurs de la planète. C'est ce que nous appelons « l'agenda des solutions ». Tout au long de la conférence de Paris, il y aura de grandes réunions qui vont mobiliser les régions, les collectivités locales, les entreprises, les organisations non gouvernementales et nous devons avoir un programme pour les prochaines années.

Votre texte, celui que vous avez adopté ici à Malte reprend bon nombre de ce que je viens de fixer comme objectifs : un accord contraignant et un accord différencié et un accord universel.

Je sais qu'il y a eu un débat ici-même comme il y aura à Paris sur le caractère contraignant ou non de l'accord. Je veux être tout à fait clair : si l'accord n'est pas contraignant, il n'y aura pas d'accord. C'est aussi simple que cela. Est-ce que tout doit être contraignant ? Non, il y a des éléments qui relèvent de l'obligation et il y en a d'autres qui peuvent évoluer dans le temps mais forcément l'accord doit avoir une part contraignante.

Ensuite, il doit être universel et ça veut dire qu'aucun pays, même le plus petit, a fortiori le plus

grand, ne peut s'exonérer de ce que nous allons décider à Paris.

Enfin, il doit être différencié, ce qui signifie simplement que les pays qui ont le plus prélevé de ressources naturelles, les pays qui ont le plus émis de gaz à effet de serre doivent être ceux qui font le plus d'efforts pour réduire le réchauffement de la planète. Mais ça ne veut pas dire que les autres n'ont rien à faire. « Différencié » veut dire selon son propre niveau de développement, selon sa propre responsabilité, mais chaque pays, même le plus vulnérable doit être prêt à s'engager.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais simplement vous dire. Nous sommes dans des circonstances, celles qui vont être à Paris réunies, 150 chefs d'Etat, de gouvernement, c'est inédit avec le contexte que vous savez à Paris et une attente extrêmement forte dès lors que tout le monde a en tête encore l'échec de Copenhague. Nous n'avons pas le droit d'échouer mais si par malheur, nous n'avons pas cette conscience de notre responsabilité, alors je vous l'assure, les générations futures seraient sévères à l'égard des chefs d'Etat et de gouvernement qui se seraient rendus à Paris, auraient discuté pendant dix jours et n'auraient pas été capables de conclure un accord ambitieux.

Mais je suis confiant, je sais depuis déjà plusieurs mois combien les déclarations se sont ajoutées les unes les autres, combien la prise de conscience est forte partout dans le monde, combien le débat maintenant est clos sur les risques provoqués par le réchauffement de la planète et je sais que beaucoup de chefs d'Etat de gouvernement parfois poussés par leurs propres opinions publiques veulent conclure un accord, mais faisons en sorte que ces bonnes intentions deviennent l'accord de Paris.